

A Modern Trade Agreement has been Reached Between Canada and the United States

On October 1st, 2018, Canada and the US officially announced that a deal had been reached, and NAFTA would now be replaced with the US-Mexico-Canada Agreement (USMCA). Both American and Canadian leaders praised the deal as good for both countries in strengthening trade relations. Overall the trade deal is positive for Canada's trade with the US, with few industries giving major concessions. One of the wedge issues in negotiations was the Canadian dairy industry, as well as high tension created from US steel and aluminum tariffs. While a new agreement will bring stability to North American trade, Canada will remain highly motivated to diversify trade.

Changes to Canada's trade strategy were already being felt as of last August, with the appointment of Minister Jim Carr to serve as the Minister of International Trade Diversification to develop Canada's approach to expanding trade moving forward. Canada will likely shift its focus to implementing the USMCA, and other existing agreements, while driving new international market growth and increasing trade. In a country where diversity is perhaps our greatest strength, Carr has made it very clear that diversifying our relationships with other countries will be the top priority, and that Canada is working hard to encourage Canadian businesses to leverage the recently signed CETA and TPP free trade agreements to that end.

One of the largest concessions Canada made in the USMCA was to provide US farmers access to 3.5% of the Canadian market, as well as the elimination of class 6 and 7 milk categories and associated pricing. Poultry and egg industries will also be affected by the trade deal by allowing more American farmers into the market. The Canadian government has announced that they will be compensating the loss in the market but have not yet revealed the details. The compensation will be released as an incentive program or a supplement to help the Canadian dairy industry compete with their American counterparts. When the Canada-European free trade agreement was reached, new funding programs were announced as follows: \$100MM for dairy processors and \$250MM for dairy producers. It is anticipated that a similar structure will be set up as a result of this free trade agreement.

Despite reaching this new agreement, all steel and aluminum and Canadian retaliatory tariffs have remained in effect. President Trump has made it clear that the USMCA and steel tariffs will remain separate and Canada is continuing to negotiate on behalf of steel producers. All associated new funding programs, such as the Strategic Innovation Fund – Steel and Aluminum, will remain open and accepting applications at this time. The \$250 Million in funding that was established to help offset these tariffs is still working its way through the system; no approvals have been issued to date.

The creation of the USMCA, and its effect on the Canadian economy, will likely play a large part in the upcoming 2019 Federal election. A 16-year sunset clause, with a review after 6 years, will ensure that the deal will continue to be a part of North American trade long after Trudeau and Trump have left power. The success of Prime Minister Trudeau rests on the ability of Canada's key industries to flourish in times of instability and change.

The uncertainty surrounding the NAFTA agreement created a holding pattern on behalf of government authorities to commit to various funding programs. With the new USMCA deal in place, the next few months will be critical in the establishment of new economic policy that will drive an improved funding landscape.

Fairtax is an industry leader in obtaining government funding in Canada. We cut through the confusion, by leveraging GrantMatch, our proprietary software platform, to identify the specific financial resources that allow your organization to focus on growing through innovation, purchasing capital investment, training employees, and taking your operations to the next level. Our Strategic Approach efficiently guides you through the complete execution process, taking your innovation goals from vision to reality, and maximizing government funding along the way.

Le 1^{er} octobre 2018, le Canada et les États-Unis ont officiellement annoncé l'aboutissement des négociations entourant la modernisation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui deviendra l'Accord États-Unis–Canada–Mexique (AEUMC). Les dirigeants américains et canadiens ont fait l'éloge de l'entente en soulignant que celle-ci permettra aux deux pays de renforcer leurs relations commerciales. Dans l'ensemble, l'entente commerciale a une incidence positive sur les échanges commerciaux du Canada avec les États-Unis, et les grandes concessions touchent peu d'industries. L'un des points de clivage qui a retenu l'attention durant les négociations a été l'industrie laitière canadienne, mais les tarifs américains relatifs à l'acier et à l'aluminium ont aussi créé de fortes tensions. Bien que la nouvelle entente accroisse la stabilité du commerce nord-américain, la diversification commerciale demeure hautement prioritaire pour le Canada.

Les changements à la stratégie commerciale du Canada se faisaient déjà sentir en août dernier, avec la nomination du ministre Jim Carr à titre de ministre de la Diversification du commerce international et de responsable de l'élaboration d'une nouvelle approche canadienne axée sur l'expansion du commerce. Le Canada réorientera vraisemblablement sa stratégie en mettant l'accent sur la mise en œuvre de l'AEUMC et d'autres accords actuels, tout en stimulant la croissance de nouveaux marchés internationaux et en intensifiant le commerce. Dans un contexte où la diversité est peut-être la plus grande force de notre pays, M. Carr a précisé très clairement que la diversification de nos échanges avec d'autres pays sera la priorité absolue et que le Canada mettra tout en œuvre pour encourager les entreprises canadiennes à tirer parti de l'Accord économique et commercial global (AECG) et du Partenariat transpacifique (PTP) récemment conclus.

L'une des concessions les plus importantes faites par le Canada dans le cadre des négociations qui ont conduit à la signature de l'AEUMC a été de concéder aux producteurs laitiers américains une ouverture de 3,5 % au marché canadien et d'éliminer les classes de lait 6 et 7 et leurs prix connexes. L'entente commerciale aura aussi une incidence sur les secteurs de la volaille et des œufs, car elle permettra à un plus grand nombre de producteurs agricoles américains d'accéder au marché. Le gouvernement canadien a annoncé qu'il mettra en œuvre un programme de compensation des pertes commerciales subies, mais il n'en a pas encore révélé les détails. Les montants offerts en compensation seront versés sous la forme de mesures incitatives ou d'un supplément visant à aider le secteur laitier canadien à concurrencer ses homologues américains. À la suite de la conclusion de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE), le Canada avait annoncé les nouveaux programmes de financement suivants : 100 M\$ pour les transformateurs laitiers et 250 M\$ pour les producteurs laitiers. L'on s'attend à ce qu'une structure semblable soit mise en place à la suite de la nouvelle entente de libre-échange conclue avec les États-Unis.

Malgré la conclusion de l'AEUMC, tous les tarifs relatifs à l'acier et à l'aluminium et les surtaxes de représailles canadiennes demeurent en vigueur. Le président Trump a précisé clairement que l'AEUMC et les tarifs relatifs à l'acier demeureront distincts, et le Canada poursuivra ses négociations au nom des producteurs d'acier. Tous les nouveaux programmes de financement

connexes, comme le Fonds stratégique pour l'innovation (FSI) relatif à l'acier et à l'aluminium, demeurent en vigueur et continuent d'accepter les demandes de la part des producteurs. Le financement de 250 millions de dollars prévu en compensation des tarifs imposés chemine actuellement à l'intérieur du système, et aucune approbation n'a été accordée jusqu'à maintenant.

La création de l'AEUMC et ses effets sur l'économie canadienne joueront probablement un rôle important au cours des prochaines élections fédérales de 2019. Un terme de 16 ans et des périodes de renégociation aux six ans font en sorte que l'AEUMC continuera de faire partie du paysage commercial nord-américain longtemps après que MM. Trudeau et Trump auront quitté le pouvoir. Le succès du premier ministre Trudeau reposera sur la capacité des principales industries canadiennes de prospérer en période d'instabilité et de changement.

L'incertitude entourant l'ALENA a donné lieu à une période d'attente pendant laquelle les instances gouvernementales hésitaient à s'engager dans divers programmes de financement. Avec la conclusion de l'AEUMC, les prochains mois seront cruciaux pour l'établissement d'une nouvelle politique économique qui favorisera l'amélioration du contexte de financement.

Fairtax est un chef de file de l'industrie en matière d'obtention de financement gouvernemental au Canada. Nous éliminons la confusion en tirant parti de GrantMatch, notre plateforme logicielle exclusive, pour déterminer les ressources financières précises qui permettent à votre organisation de se concentrer sur la croissance par l'innovation, l'acquisition d'immobilisations, la formation du personnel et le développement des activités et opérations. Notre approche stratégique vous guide efficacement tout au long du processus d'exécution, tout en concrétisant vos objectifs en matière d'innovation et en maximisant l'accès au financement gouvernemental.